

## **LA COOPERATION MILITAIRE AU SEIN DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE**

© 2023 г.

*M.V. Shpigovskaya*

L'Université nationale de recherche de Nijni Novgorod  
milnashpigovskaya@gmail.com

L'article est consacré à l'activité de l'Organisation internationale de la Francophonie dans la propagation de la langue française dans le monde et le renforcement des liens militaro-stratégiques entre les États membres. L'auteur donne une analyse complète de son rôle dans les opérations de maintien de la paix et de prévention des conflits et note que la diffusion du français militaire permet de faciliter l'interopérabilité des troupes internationales. Dans ce contexte une grande attention est accordée aux institutions principales de la planification linguistique de la République Française dans ce domaine de la coopération. Il semble qu'aujourd'hui, la Francophonie représente pour Paris non seulement un moyen de la diffusion de l'influence culturelle, mais aussi de celle militaire et économique.

*Mots clés:* Organisation internationale de la Francophonie, République Française, coopération militaire, opérations de maintien de la paix, langue française.

Ce n'est pas un secret qu'aujourd'hui, le phénomène de la Francophonie n'est pas seulement un outil de la diffusion de l'influence culturelle pour la France. Paris a longtemps dépassé ce concept et a activement promu la coopération, qui couvre des domaines tels que la politique, l'économie et les relations stratégiques dont l'importance a considérablement augmenté dans le contexte de la crise russo-ukrainienne. Ainsi, d'une part, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) insiste toujours sur l'importance du règlement pacifique des crises et des conflits ainsi que de l'appui aux processus de transition dans les pays en déclin et de la consolidation de la paix. Cependant, d'autre part, elle ne participe pas directement aux opérations de maintien de la paix [1]. À ce titre, compte tenu de ses particularités et de ses nouvelles réalités, l'Organisation développe des partenariats avec les principaux acteurs directs du maintien de la paix. Primo, il s'agit évidemment de l'Organisation des Nations Unies, dont le but principal est de promouvoir une paix véritable et durable et de renforcer la démocratie.

Pleinement conscients de la nécessité d'accroître la contribution de la Francophonie aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la France ont constamment uni leurs efforts et ont concrétisé les engagements pris dans le cadre de «l'Action pour le maintien de la paix» - le programme lancé par le secrétaire général de l'ONU. En effet, trois des plus grandes opérations du maintien de la paix (OMP) sont déployées dans des théâtres francophones (MINUSMA, MINUSCA, MONUSCO). Ici, il paraît nécessaire de souligner les progrès réalisés à la fin des années 1990 et au début des années 2000, grâce auxquels on a conclu des Déclarations de Bamako et celle de Saint-Boniface [2, p. 101–104]. La raison de ces mouvements du point mort est l'évolution de l'approche de la France en matière de coopération militaires avec ses partenaires de la Francophonie, et plus précisément, il s'articule autour du changement d'une logique où l'intérêt national était au premier plan à une approche multilatérale plus intégrée et équitable, sans les tentatives douloureuses de revenir au passé colonial et de rétablir la domination sur de nouveaux pays souverains, bien que faibles. Il ne faut pas oublier que la réputation de Paris a déjà été gravement endommagée après le génocide rwandais de 1994 [3, p. 125–129].

Le chemin que Paris choisit aujourd'hui est complètement différent. Il intervient maintenant au début ou à la fin, mais non au cœur de la crise, et dans tous les cas dans un cadre systématiquement multilatéral. On peut constater que les changements observés s'expliquent en grande partie par ceux sur la scène internationale. La modification des frontières et des modalités de la coopération militaire a provoqué la suppression de la Mission de la coopération militaire de la France, qui a été remplacée par la Direction de la coopération militaire et de la défense, rattachée au Quai d'Orsay [4, p. 109–111]. Par ailleurs, au-delà de la réforme de la coopération militaire, la création d'Écoles nationales à vocation régionale (ENVR) est une réalisation fondamentale qui permet aux Africains de prendre en charge, dans une relation renouvelée avec la France, les opérations de maintien de la paix dans leur région. En outre, Paris souligne la nécessité d'impliquer les pays de l'Union européenne afin que son action autour de l'OIF ne soit pas perçue comme une voie détournée vers le retour à la domination française en Afrique [5, p. 113–116].

Les compétences linguistiques des militaires et du personnel civil sont aussi considérées essentielles pour mener à bien les opérations, assurer la sécurité ainsi que protéger la population. C'est pourquoi, en plus de l'agenda militaire, la Direction de la coopération de sécurité et de défense (la Direction du ministère français des affaires étrangères) a lancé le Réseau

d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP), dont la grande majorité des établissements, en effet, se trouvent dans les pays francophones d'Afrique. Ce réseau vise notamment à promouvoir l'utilisation du français dans les opérations du maintien de la paix et à accroître la participation des locuteurs francophones [6]. Ainsi, depuis 2010 son activité importante est basée sur la diffusion du «Français langue militaire» (FLMi) avec l'aide d'une méthode appelée «en Avant!». Tout d'abord, elle fournit des rudiments en permettant aux troupes ne maîtrisant pas le français une «interopérabilité» avec des militaires francophones. Cela, à son tour, augmente le niveau de respect des instructions, la compréhension des ordres, la vitesse de leur exécution et, par conséquent, donne à toute armée une plus grande efficacité. C'est pourquoi, il faut constater que l'armée, par nécessité opérationnelle, a grandement contribué à la diffusion de la langue française [7, p. 103–107]. En plus de la plus grande capacité des pays francophones à commander des troupes étrangères, la diffusion de la langue française militaire est un moyen de la puissance culturelle et de l'ouverture des marchés pour l'industrie de l'armement française en même temps. Par exemple, les géants industriels comme Total et Thalès investissent régulièrement dans l'enseignement du français dans les forces Armées [8, p. 131–134].

En conclusion, la Francophonie représente non seulement un moyen de la puissance culturelle, mais aussi de celle militaire et économique. À partir de la période coloniale, la diffusion du français militaire permet de faciliter l'interopérabilité des troupes internationales (et, donc, leur commandement par des officiers français), et elle est également considérée comme l'un des facteurs les plus importants pour la France influençant l'augmentation des ventes d'armes. En tant que l'instrument de la conquête du pouvoir à bien des égards, la Francophonie combine c'est-à-dire l'utile avec l'agréable pour les partisans de la domination française.

### *Références*

1. Смирнова О.А., Золина Д.М. Международная организация Франкофония вектор влияния и инструмент солидарности // Вестник ВолГУ. Сер. 4: «История. Регионоведение. Международные отношения». 2012. № 1. С. 106–111.
2. Sada H. Un dispositif en faveur de la gestion et de la prévention des conflits en plein développement // Revue internationale et stratégique. 2008. Vol. 71. No. 3. P. 101–104.

3. Bourges H. Sortir d'une stratégie défensive pour retrouver le désir de la langue française // Revue internationale et stratégique. 2008. Vol. 71. No. 3. P. 125–129.

4. Cazeneuve B. Francophonie et coopération militaire, un nouveau départ pour l'OIF // Revue internationale et stratégique. 2008. Vol. 71. No. 3. P. 109–111.

5. Gaye B. Vers une intégration renforcée de la francophonie aux efforts de la communauté internationale // Revue internationale et stratégique. 2008. Vol. 71. No. 3. P. 113–116.

6. Смирнова О.А. Французский язык в современном мире [Электронный ресурс]. URL: [www.unn.ru/pages/vestniki\\_journals/99990200\\_West\\_MO\\_2004\\_1\(2\)/24.pdf](http://www.unn.ru/pages/vestniki_journals/99990200_West_MO_2004_1(2)/24.pdf) (дата обращения: 22.10.2022).

7. Beth E. La langue française, vecteur de dialogue et de négociations // La revue internationale et stratégique. 2008. Automne. No. 71. P. 103–107.

8. Wiltzer P.-A. Recentrer la Francophonie sur sa mission centrale: la promotion de la langue française // Revue internationale et stratégique. 2008. Vol. 71. No. 3. P. 131–134.

УДК 32.019.5 + 329

## **АКТУАЛЬНАЯ ПОВЕСТКА И ОСОБЕННОСТИ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ ЛЕВОРАДИКАЛЬНЫХ МОЗГОВЫХ ЦЕНТРОВ ФРАНЦИИ**

© 2023 г.

*Д.В. Леушкин,<sup>1</sup> Н.Г. Самойлов<sup>2</sup>*

<sup>1</sup> Нижегородский государственный  
университет им. Н.И. Лобачевского

<sup>2</sup> Санкт-Петербургский государственный университет  
[leushkin@imomi.unn.ru](mailto:leushkin@imomi.unn.ru)

Статья посвящена анализу деятельности мозговых центров Франции, относящихся к леворадикальному лагерю. Изучены основные направления деятельности данных структур, определены темы, являющиеся в настоящий момент актуальными для рассматриваемых «фабрик мысли». Делается вывод о том, что перезапуск «Института Ла Бозси» закономерен, а сама структура может быть довольно успешно использована «Непокорённой Францией» в контексте разработки новых предложений и продвижения своих идей. Отмечается, что не все аналитические центры, которые принято называть леворадикальными, в полной мере являются таковыми.